FIG 2026 : la géographie, oui. La critique, beaucoup moins.

Il était pourtant difficile d'imaginer proposition plus raisonnable.

À l'occasion du Festival International de Géographie de Saint-Dié-des-Vosges, dont l'édition 2026 est consacrée au **paysage**, **SOS Massif des Vosges** avait proposé, avec **Oiseaux Nature** et **Vosges Nature Environnement**, de disposer d'un stand commun permettant aux associations locales de protection de l'environnement de présenter leurs travaux, leurs analyses et les combats qu'elles conduisent sur le terrain.

Quoi de plus naturel, pourrait-on penser ?

Et surtout : **quel meilleur moment pour leur donner la parole ?**

Car cette demande intervient dans une année où le changement climatique a cessé, plus encore qu'auparavant, de pouvoir être relégué au rang des préoccupations lointaines.

L'été 2026 restera celui de tous les signaux d'alarme. En France, une canicule historique a frappé dès le mois de juin. D'autres vagues de chaleur ont suivi en juillet puis en août. Des températures que l'on croyait exceptionnelles sont devenues récurrentes. La sécheresse s'est installée, les sols se sont desséchés, le risque d'incendie s'est accru.

Et cette violence ne s'arrête évidemment pas à nos frontières. L'Europe occidentale a connu elle aussi des chaleurs exceptionnelles, tandis que, partout dans le monde, se multiplient les manifestations d'un dérèglement dont les conséquences touchent désormais simultanément les hommes, les écosystèmes et les territoires.

Le changement climatique n'est plus une hypothèse inscrite dans les courbes des climatologues. Il entre dans nos villes, nos forêts, nos montagnes et nos paysages.

C'est précisément au moment où cette réalité devient impossible à ignorer que l'on aurait pu penser que les associations qui l'observent et la combattent quotidiennement auraient naturellement leur place dans un Festival consacré… au paysage.

Le paysage, en effet, n'est pas une carte postale. Il est le produit de choix politiques, économiques, agricoles, forestiers, touristiques et industriels. Il se transforme, se protège, se dégrade parfois. Et ceux qui, toute l'année, observent ces transformations, alertent, contestent des projets ou défendent des milieux naturels ont sans doute quelques petites choses à dire dans un festival qui prétend précisément parler de géographie et de paysages.

Nous avons donc écrit au FIG.

Notre courrier est resté sans réponse écrite.

La directrice du Festival finalement contactée nous a cependant fait savoir oralement qu'un stand n'était pas envisageable. Elle indiquait en revanche qu'une intervention sous forme de conférence pourrait éventuellement être étudiée et qu'elle reviendrait vers nous.

Nous sommes le **6 septembre 2026**. Le FIG commence le **2 octobre**.

À moins de quatre semaines de la manifestation, nous attendons toujours.

Il faut donc peut-être commencer à appeler les choses par leur nom.

Un festival du paysage sans ceux qui le défendent ?

Le paradoxe est savoureux.

On peut consacrer trois jours au paysage, réunir géographes, universitaires, institutions et responsables divers, disserter sur les territoires, leur évolution, les bouleversements climatiques ou l'avenir des montagnes…

Mais donner quelques mètres carrés à des associations qui passent leur temps à confronter les discours à la réalité du terrain semblerait soudain beaucoup plus compliqué.

Car les associations environnementales ont parfois un défaut agaçant : **elles posent des questions**.

Elles demandent pourquoi tel aménagement est autorisé.

Pourquoi tel espace naturel est sacrifié.

Pourquoi l'argent public finance certaines activités.

Pourquoi les engagements écologiques disparaissent lorsqu'ils rencontrent les intérêts économiques.

Pourquoi ceux qui célèbrent solennellement la biodiversité le vendredi peuvent parfaitement accepter sa dégradation le lundi suivant.

Bref, elles introduisent dans le paysage quelque chose d'assez encombrant : **du réel**.

Et le réel a cette fâcheuse habitude de déranger les scénographies bien ordonnées.

Nous ne prétendions pourtant ni perturber le FIG ni lui déclarer la guerre. Nous souhaitions simplement y apporter une parole associative indépendante, documentée et, lorsque cela est nécessaire, critique.

Apparemment, c'était déjà beaucoup.

Alors est née l'idée de « La FIGue-OFF »

Puisque la porte du Festival restait fermée, nous avons imaginé autre chose.

Un espace parallèle, libre, modeste, ouvert à tous : **La FIGue-OFF, le fruit défendu de la géographie**.

Non pas un anti-FIG, mais un contrepoint.

Un endroit où l'on pourrait parler aussi de ce qui gratte, de ce qui dérange, de ces paysages que l'on célèbre d'autant plus volontiers qu'on évite parfois soigneusement de regarder ce qui leur arrive.

L'idée avait suscité de l'intérêt.

Une adhérente de l'association déodatienne **« Il est encore temps en Déodatie »** l'avait notamment trouvée très prometteuse et avait envisagé que son association puisse participer à l'initiative et mettre sa salle à disposition pendant les trois jours du Festival.

C'eût été un geste simple.

Il n'aura pas lieu.

Les responsables de cette association ont refusé.

Qu'une association refuse de prêter une salle est évidemment son droit le plus absolu. Nous n'aurions rien à en dire si ce refus avait simplement reposé sur des questions matérielles, d'organisation ou même sur un désaccord politique clairement assumé.

Mais les raisons exprimées sont beaucoup plus révélatrices.

Il aurait notamment été redouté qu'une participation au FIG-OFF puisse apparaître comme **critique à l'égard de la mairie ou du FIG**.

Voilà qui mérite qu'on s'y arrête.

« Il est encore temps »… mais pas trop fort

Une association qui se donne pour nom **« Il est encore temps en Déodatie »** laisse raisonnablement supposer qu'elle considère l'état écologique de notre territoire suffisamment préoccupant pour justifier une mobilisation.

Mais il faut alors accepter une conséquence élémentaire de tout engagement : il arrive qu'agir dérange.

Et cela est peut-être encore plus vrai lorsque l'on prétend agir aujourd'hui pour l'environnement.

Car jamais l'écart entre l'urgence des bouleversements en cours et la prudence de certains engagements n'a paru aussi saisissant.

Défendre l'environnement tout en prenant garde de ne surtout indisposer aucune institution, aucun élu, aucune manifestation officielle ni aucun détenteur d'un morceau de pouvoir est un exercice singulier.

On peut certes vouloir sauver le monde.

Mais à condition, apparemment, de ne fâcher personne.

« Il est encore temps » de lutter contre le réchauffement climatique.

« Il est encore temps » de défendre la biodiversité.

« Il est encore temps » de protéger les paysages.

Mais lorsqu'il s'agit simplement de prêter une salle à des gens susceptibles de porter une parole critique, soudain l'urgence semble pouvoir attendre.

Le courage associatif connaît parfois d'étranges limites cadastrales.

Plus consternant encore : certains participants, peut-être dans le but, pensaient-ils, de consolider leur argumentaire, auraient expliqué ne pas me connaître personnellement tout en affirmant que je traînerais une *«mauvaise réputation»*.

La formule est admirable.

Ne pas connaître quelqu'un constitue généralement une assez mauvaise base pour juger de sa réputation. À moins que la rumeur ne soit devenue, en Déodatie, une nouvelle méthode d'expertise.

Une « mauvaise réputation » ?

Mais laquelle ?

Avoir contesté des décisions publiques ?

Demandé des documents administratifs ?

Interpellé des élus ?

Critiqué certains choix touristiques ou environnementaux ?

Publié des articles d’analyse et des tribunes lorsque les discours officiels méritaient d’être confrontés aux faits ?

Mis en cause le rôle, les pratiques ou les choix de certaines institutions lorsqu’ils nous paraissaient contraires à la protection de l’environnement ?

Engagé des recours ?

Obtenu devant la justice des victoires qui ont parfois démontré que les décisions contestées n’étaient précisément pas aussi incontestables qu’on voulait bien le prétendre ?

Refusé de confondre concertation et acquiescement ?

Affirmé notre indépendance non comme un slogan commode, mais en la traduisant concrètement dans nos prises de position, nos publications et nos actions, y compris lorsque cette indépendance dérange ?

Organisé des manifestations et des rassemblements ?

S’il s’agit de cela, nous pouvons rassurer tout le monde : **nous plaidons coupables**.

Et peut-être est-ce même cela, au fond, que certains appellent une « mauvaise réputation » : ne pas demander préalablement l’autorisation de penser, d’écrire, de contester ou d’agir.

Dans une démocratie vivante, la critique n’est pas une inconvenance. Elle est une fonction essentielle.

Et lorsqu’une association qui prétend participer aux combats environnementaux commence à craindre davantage le mécontentement des institutions que la dégradation de l’environnement qu’elle dit défendre, elle devrait peut-être s’interroger sur ce qu’il reste exactement du mot « combat ».

Le véritable problème est là

L’épisode dépasse largement le prêt d’une salle.

Il dit quelque chose d’un mal beaucoup plus profond qui ronge une partie du monde associatif.

Des associations sont parfaitement disposées à parler de transition écologique tant que celle-ci demeure consensuelle, institutionnelle et suffisamment inoffensive.

On organise des conférences.

On signe des chartes.

On plante quelques arbres.

On participe à des réunions.

On produit des déclarations pleines de « résilience », de « territoires durables » et de « sensibilisation ».

Mais lorsque vient le moment de contester réellement une politique publique, **et davantage encore lorsque cette politique est locale, lorsque ceux qui la conduisent ont un nom, un visage et que l'on risque de les rencontrer demain,** certaines ardeurs se refroidissent brusquement.

C'est là une curieuse maladie de l'écologie contemporaine : **être bouleversé par ce qui se passe à dix mille kilomètres et devenir soudain beaucoup plus prudent lorsque la destruction est à dix kilomètres de chez soi.**

On se mobilisera volontiers pour la planète abstraite.

On déplorera la destruction de la forêt amazonienne, la fonte des glaciers, les incendies du Canada ou les sécheresses africaines.

Et il faut évidemment s'en préoccuper sans faiblir.

Mais la planète commence au bout de notre rue.

Elle est aussi cette forêt vosgienne que l'on exploite, ce versant que l'on aménage, cette zone humide que l'on dégrade, cette espèce que l'on dérange, cette montagne que l'on transforme progressivement en produit de loisirs industriels.

La protection de l'environnement ne peut devenir une sorte d'écologie de salon : généreuse dans ses intentions universelles, mais soudain hésitante lorsqu'il faut regarder ce qui se passe sous ses fenêtres.

Car les atteintes portées aux paysages et aux milieux naturels **n'ont pas seulement lieu de l'autre côté de la planète**.

Elles sont là.

Elles se déploient devant nos yeux, dans nos communes, nos vallées, nos forêts et nos montagnes.

Elles résultent de décisions prises à tous les niveaux du pouvoir, depuis les grandes politiques nationales jusqu'aux choix les plus locaux.

Elles ont des promoteurs qui ne siègent pas tous à Paris, Bruxelles ou dans quelque multinationale lointaine.

Ils peuvent être beaucoup plus proches.

Elles rencontrent des intérêts.

Elles disposent parfois de puissants soutiens.

Et c'est précisément là que commence l'engagement véritable.

Il est relativement confortable de dénoncer une décision prise à l'autre bout du monde.

Il l'est beaucoup moins de contester celle de l'élu que l'on connaît, de l'institution dont on sollicite parfois une subvention, ou du notable avec lequel on se retrouvera demain autour d'une table.

Mais un combat environnemental qui ne supporte la confrontation que lorsqu'elle est lointaine finit par n'être qu'une posture.

Défendre réellement l’environnement suppose donc, un jour ou l’autre, de dire **non**.

Un vrai non.

Un non qui conserve la même fermeté, que celui auquel il s’adresse soit à dix mille kilomètres ou dans le bureau d’à côté.

La FIGue-OFF aura peut-être vécu avant de naître

Faute de disposer d’un lieu servant de point d’appui pendant les trois journées du FIG, nous envisageons aujourd’hui sérieusement de renoncer au projet.

Nous aurions encore la possibilité d’une manifestation entièrement nomade, faite de rencontres et de déambulations improvisées dans Saint-Dié.

Pourquoi pas.

Après tout, lorsqu’on ferme les salles, il reste les rues.

Mais il faut aussi savoir mesurer l’énergie nécessaire et l’utilité d’une telle organisation.

Si La FIGue-OFF n’a finalement peut-être pas lieu cette année, son échec ne sera pourtant pas tout à fait inutile.

Il aura révélé quelque chose.

D’un côté, **un Festival International de Géographie incapable, jusqu’à présent, d’offrir une place clairement identifiée aux associations environnementales locales qui souhaitaient y porter une parole indépendante**, et qui, après avoir évoqué la possibilité d’une conférence, ne nous a toujours pas recontactés à quelques semaines de son ouverture.

De l’autre, une association locale qui prétend qu’**« il est encore temps »**, mais dont les responsables reculent lorsqu’apparaît le risque effroyable… d’être considérés comme critiques.

Et tout cela **maintenant, alors que :**

Au terme d’un été 2026 où la France vient de connaître les températures estivales les plus élevées jamais mesurées depuis le début des relevés, où trois vagues de chaleur se sont succédé pendant cinquante-trois jours, où sécheresse et chaleur ont porté les sols et les écosystèmes à des niveaux de tension exceptionnels.

Au moment où l’Europe occidentale elle-même vient de traverser des séquences de chaleur sans précédent dans les observations disponibles.

Au moment où les effets du changement climatique ne sont plus une menace que l’on annonce pour nos enfants ou nos petits-enfants, mais une transformation **déjà à l’œuvre**, sous nos yeux, dans nos vies et dans les paysages mêmes auxquels le FIG a choisi de consacrer son édition 2026.

Le contraste devient alors difficilement soutenable.

Jamais peut-être n’avons-nous eu autant besoin de lieux où confronter les choix qui transforment nos territoires ; jamais les institutions et les associations qui prétendent parler d’environnement n’ont eu moins de raisons de redouter la critique.

Car face à ce qui vient, la question n’est déjà plus seulement de savoir qui aime la nature.

Elle est de savoir **qui accepte de la défendre lorsque cela dérange**.

Entre le discours écologique et le courage de l'engagement, il existe parfois un gouffre.

Cette petite histoire aura au moins permis de le mesurer.

Et puisqu'il est question cette année de paysage, voilà finalement **un paysage humain qui méritait lui aussi d'être décrit.**

Il y a cent soixante ans, Élisée Reclus semblait déjà pressentir cette étrange correspondance entre l'état d'un paysage et celui des hommes qui l'habitent. Dans *Du sentiment de la nature dans les sociétés modernes*, publié en 1866, le géographe écrivait ces lignes qui résonnent aujourd'hui avec une troublante actualité :

> **« Là où le sol s'est enlaidi, là où toute poésie a disparu du paysage, les imaginations s'éteignent, les esprits s'appauvrissent, la routine et la servilité s'emparent des âmes et les disposent à la torpeur et à la mort. »**

Élisée Reclus, *Du sentiment de la nature dans les sociétés modernes*, 1866.

Le 06 septembre 2026
Dominique HUMBERT-BERETTI

LA FIGue-OFF CHERCHE TOUJOURS SON TOIT !

Nous n'avons pas encore tout à fait renoncé.

Nous recherchons toujours **une salle à Saint-Dié-des-Vosges**, même pour quelques heures seulement, **le samedi 3 ou le dimanche 4 octobre 2026**, afin d'y organiser une projection suivie d'un échange avec le public.

Il nous faudrait un lieu pouvant accueillir **au minimum 80 personnes**, avec la possibilité d'installer un dispositif de projection.

Association, collectif, propriétaire d'un local, responsable d'une salle ou simple détenteur de la clé providentielle : **si vous disposez d'un lieu susceptible de nous accueillir, contactez-nous !**

Car il serait tout de même dommage qu'une affaire de murs et de quatre clés empêche la naissance de ce qui ambitionne modestement de devenir…

LA PREMIÈRE MANIFESTATION MONDIALE DE LA FIGue-OFF !

La FIGue-OFF – Le fruit défendu de la géographie
Un autre regard sur les paysages, les territoires… et ce que nous en faisons.
Contact : contact@sos-massifdesvosges.fr